

Sommaire

- 1 Editorial
- 2 La petite ville dans la mécanique de polarisation urbaine
- 3 Trente ans d'observation en Afrique Noire
- 4-5 Transformations de l'espace à Sumatra
- 6 Sur le thème
Mécanismes
Villes-Campagnes
en Afrique subsaharienne
- 7 Publications
- 8 Nouvelles de la coopération

Bernard Desjeux - Villes en développement



Aïoun el Atrouss, Mauritanie

Campagnes et villes

Éloignée de l'économie de pure subsistance - celle des chasseurs cueilleurs ou de petits groupements d'agriculteurs itinérants - l'"économie rurale", ainsi que l'usage l'a consacré, est la combinaison d'un peuplement d'agriculteurs largement majoritaires et d'actifs non-agricoles, pour une part, mêlés au peuplement agricole et, pour une autre part, rassemblés dans des bourgs et des villes, petites et moyennes. C'est dans cette étape du développement que la relation entre campagnes et villes a pesé de tout son poids. Et c'est sur elle qu'est venue se greffer, en Europe d'abord, l'économie industrielle. Or les différentes régions du monde n'ont pas connu une économie rurale également structurée, et ne sont nullement, de ce fait, placées dans des conditions comparables pour s'intégrer au développement contemporain. Dans une grande partie de l'Asie, plus d'un millénaire d'économie rurale a accumulé un capital considérable dans l'aménagement de l'espace, les techniques agricoles et l'artisanat, capital matériel et humain aujourd'hui transféré rapidement vers les activités modernes urbaines. En Amérique Latine, l'accaparement de l'espace par de grands colons a créé une situation latifundiaire et de paysans sans terre - qui n'a qu'un lointain rapport avec le mouvement des *enclosures* en Angleterre. En Afrique au sud du Sahara, une colonisation superficielle n'a guère modifié les comportements de sociétés pré ou proto-

rurales, fondées sur une agriculture encore partiellement itinérante, et qui n'ont accumulé quasiment aucun capital primitif rural. Dans "Croissance et structure économiques", S. Kuznets a clairement identifié les diverses contributions de l'agriculture au développement économique : fournir des hommes, élevés au frais du milieu rural, aux activités non agricoles ; apporter le capital pour les installer en milieu urbain (emploi et habitat) ; offrir des débouchés pour les produits manufacturés et les services urbains... tout en constituant une clientèle urbaine pour les productions agricoles. Faut-il et peut-on, aujourd'hui, construire ou conforter une telle relation entre villes et campagnes dans les PED ou peut-on s'en passer ? "Pas de raccourci vers le progrès", titrait G. Hyden pour juger l'expérience de "villagisation" et la tentative de sauter l'étape de la constitution d'une bourgeoisie urbaine en Tanzanie. On ne saurait pourtant reproduire, sous la pression extérieure actuelle, ce qui s'est constitué, hier et ailleurs, dans la longue durée. Les progrès révolutionnaires des communications ont en effet modifié les conditions de l'échange et pénalisé les centres urbains intermédiaires. Dans le village le plus reculé, les biens les plus étrangers sont présentés par des médias et offerts par la toile d'araignée du commerce mondial. De nombreux métiers et fonctions des petites villes

sont rendus obsolètes par les produits de masse arrivant sur des marchés trop limités pour justifier une alternative locale. La demande de produits agricoles des pays riches se porte sur des denrées non alimentaires (jusqu'à la drogue) et met en concurrence les producteurs à l'échelle mondiale, déterminant des cours mondiaux volatils ; avatars supplémentaires qui ne favorisent pas la constitution d'une "économie locale" consistante et stable, ou qui la met sévèrement en cause là où elle existe. On risque donc de ne pas voir se constituer aujourd'hui spontanément, là où il ne préexiste pas ce réseau dense et hiérarchisé de villes de diverses tailles qui fut le produit d'une "économie rurale" durable.

Une conjoncture internationale peu favorable aux exportations de matières premières et un déséquilibre entre la croissance des populations urbaines et celle de la production agricole font que le développement agricole et rural apparaît à nouveau prioritaire. Comment faire en sorte que la leçon de S. Kuznets ne soit pas oubliée et que les villes petites et moyennes, indispensables à ce développement, ne soient pas exclues des projets? Peut-on espérer ne plus voir des projets ruraux qui ne seraient qu'agricoles? Ou des projets agricoles localisés à l'écart des marchés?

"Civilisation urbaine et développement agricole", c'était le thème des journées SMUH de 1966... L'actualisation du débat sur les relations villes-campagnes et sur la prise en compte de ces relations dans l'action est une rude entreprise mais elle s'impose ! Il faut poursuivre recherche et expérimentation, en partager les résultats sans perdre de temps, comme y invite la présente livraison du bulletin "Villes en développement". Apprendre aussi à faire du provisoire, de l'évolutif, comme sut le faire l'Amérique des pionniers. ■

Michel Arnaud, Ingénieur,
Architecte, Urbaniste-Conseil

La petite ville dans la mécanique de polarisation urbaine

par Philippe Haeringer

On ne peut évidemment détacher ce qui se passe à la base de la pyramide urbaine de ce qui se passe au sommet. Depuis que les projecteurs sont dirigés sur le gigantisme urbain, des auteurs rappellent avec raison que la petite ville existe aussi, au point de connaître des taux de croissance souvent supérieurs à ceux des grandes villes. Cependant, les deux phénomènes se complètent plus qu'ils ne s'opposent.

Les défenseurs de la petite ville font de la résistance non seulement au nom des chiffres, mais aussi des enjeux : face à une mégapolisation porteuse de nombreuses inquiétudes, le développement des villes petites et moyennes autoriserait des projections beaucoup plus optimistes. Il faudrait donc s'en occuper davantage.

Bien que l'on puisse y déceler quelque nostalgie, ce combat paraît juste. Il est inattaquable s'il s'agit de mieux répartir l'effort. Mais il doit être rapporté à une analyse globale si l'on veut éviter certaines désillusions.

Un même ruissellement

Au Nord comme au Sud, c'est un même mouvement qui alimente la mégapolisation et le renouveau de la petite ville. Il n'en fut pas toujours ainsi.

Avant que le bond technologique contemporain ne change les données, le fait urbain était, sauf exception, le produit d'un territoire. Et la pyramide urbaine était le reflet des emboîtements de territoires. Aujourd'hui, le fait urbain est bien davantage le produit de flux polarisants, parmi lesquels le flux démographique apparaît de plus en plus déterminant.

Les petites villes, comme les grandes, participent à la désertion des campagnes. Leur semis souligne de moins en moins le modelé de la terre; il s'apparente de plus en plus à des couloirs de ruissellement qui grossissent en convergeant.

De la ville à la localité

Cela dit, les configurations restent très différentes d'un continent à l'autre. Lorsque, comme en Europe occidentale, le vide rural est déjà largement réalisé, on voit clairement que les localités sont d'autant plus prospères qu'elles sont proches du centre de rang supérieur, ce qui est exactement l'inverse de ce que nous enseignaient les manuels de géographie d'autrefois. Et c'est bien de localités qu'il faut désormais parler plutôt que de villes. Malgré la forte identité historique que nombre de petites cités cultivent avec application, l'analyse de leur contenu humain et économique montre, d'une façon souvent lumineuse, qu'elles ne sont plus que les chaînons anonymes d'un continuum urbain. Les ruptures paysagiques qui demeurent - pas toujours - n'y changent rien.

Le syndrome villageois

Cette situation est en parfaite résonance avec les dynamiques

mégapolitaines qui, à l'inverse de ce que connaissait la ville classique, sont centrifuges. C'est en se desserrant que la mégapole assure sa survie écologique, et beaucoup de ses habitants sont saisis du syndrome du villageois. Dans l'univers mégapolitain, chacun se cherche une nouvelle petite patrie, et la trouve dans ces vraies ou fausses petites villes, ou nouveaux villages, que l'excellence des transports peut lui faire chercher très loin.

Dans le même temps, de nombreux chefs-lieux d'autrefois se meurent parce qu'ils se situent en amont du ruissellement mégapolitain. Et s'ils ne meurent pas tout-à-fait, c'est qu'ils écument eux aussi le bout de territoire qu'ils contrôlent.

Villes et campagnes au Sud

Différente est la situation des pays du Sud lorsqu'ils possèdent encore des campagnes peuplées. Ils n'échappent pas au ruissellement, mais celui-ci a commencé plus tard, et une forte natalité compense l'exode. Il reste donc un rôle de relais à jouer en amont et l'on voit se multiplier les bourgades, villages-centres, petites villes dans les arrière-pays. Cette émergence est d'autant plus spectaculaire qu'elle intervient, souvent, sur un maillage urbain antérieurement très lâche.

L'étude des parcours migratoires montre bien ce rôle de relais. Mais il y a plus que cela. Le bourg local semble servir de substitut au village à plus d'un titre. D'une part les populations paysannes, sans quitter leur état, tendent à se rapprocher du bourg ou des routes et pistes qui y conduisent. Leurs motivations les plus explicites sont l'accès aux services (école, santé, etc.) et l'écoulement de leurs produits. D'autre part les citadins au long cours, notamment ceux de la mégapole (ou des migrations outre-océaniques), tendent à reporter sur le bourg la fidélité qu'ils vouent à leurs racines. C'est dans le bourg, voire le chef-lieu régional, qu'ils investissent le plus volontiers pour

garder le contact, affirmer leur réussite, participer à la vie politique, ou pour finir leurs jours.

Une configuration ouverte

Serions-nous dans un âge d'or de la petite ville ? Cela n'est malheureusement pas plus certain au Sud qu'au Nord. Aussi bien comme accroche citadine des populations rurales que comme cimetière des citadins, les bourgades des arrière-pays africains (par exemple) ne sont généralement pas des lieux d'autonomie créative et de production de richesses propres. De même que la mégapolitisation des capitales et la croissance des centres régionaux, la multiplication des bourgs ruraux est d'abord un phénomène démographique. Tout se passe comme si les campagnes encore peuplées de la planète subissaient un phénomène de «floculation» en amont du grand ruissellement. Une sorte d'urbanisation retenue, une pré-urbanisation, favorisée par une pause mégapolitaine souvent observée dans les pays en difficulté. Il faut cependant savoir reconnaître dans cette situation une configuration favorable, ouverte, à saisir. Villes ou non, ce nouveau réseau offre un cadre incitatif pour une politique de la petite ville, et pour que les citadins de retour y fassent davantage que des investissements de rente ou d'ostentation. Certains, déjà, montrent la voie. ■

Trente ans d'observation en Afrique Noire

par Monique Bertrand, géographe, Université de Caen

Les relations villes-campagnes constituent un thème ancien dans l'étude des villes secondaires africaines ⁽¹⁾. Mais l'intérêt porté aux centres "de l'intérieur" est loin d'être monolithique.

Au cours des années 1960, ils sont abordés comme vecteurs de la modernité dans le territoire régional qu'ils sont censés animer. Puis les années 1970 valorisent des influences réciproques : collecte agricole, distribution de services sociaux et financiers au profit des campagnes. L'analyse fait ressortir des "techniques d'encadrement" (marchés, maillage administratif), mais elle reste binaire : la ville et la campagne sont traitées comme des personnalités distinctes dont les contradictions sont peu évoquées. Illustrée par d'intenses échanges au sud du Bénin, la formule des "relations villes-campagnes" est alors consacrée dans une série de thèses d'où l'urbanisation africaine

ressort d'échelle modeste. Le thème implique de nouveaux centres de quelques milliers d'habitants. Gonflé par l'implantation d'équipements publics et par une démographie jeune, ce bas de la hiérarchie urbaine émerge à côté de trop rares pôles régionaux : mais ceux-ci n'échappent pas moins à leur "gangue rurale", à ses opportunités de prélèvement et aux pressions du travail peu qualifié. La "croissance des villes en rapport avec les campagnes" suggère des liens prégnants : désenclavement et circulation des hommes, au-delà d'un schéma univoque d'exode rural; dimensions multiples de l'éducation, de la santé, flux marchands, tâches administratives de base, investissements

patrimoniaux des migrants. Apparaissent surtout les questions de l'approvisionnement énergétique et alimentaire. Ces "auréoles nourricières" de la ville augurent d'une complémentarité féconde pour le développement conjoint. Des pistes d'études sociologiques s'esquissent, mais restent trop rares pour comprendre les fondements des demandes sociales. Le rôle des femmes dans la commercialisation vivrière, les composantes familiales de la vie de relation font encore peu l'objet d'enquêtes spécifiques à partir des villes secondaires ; les représentations historiques et l'imaginaire politique sont mal connus dans ces particularismes locaux. Au-delà des politiques et des financements "d'en haut", fort limités, la problématique de l'urbanisation s'est bien déplacée vers "le bas" des terroirs, depuis l'intérieur des territoires africains.

Comment s'articulent des "genres de vie" à la campagne et en ville, que la recherche européenne a souvent présentées comme antithétiques. Faut-il aborder leurs échanges par "le fait rural" ou par "la question urbaine" ? Certains campent avant tout l'extraversion de petites villes en transformation rapide, teintées d'un bémol campagnard ; d'autres les cantonnent dans une vocation ruraliste de prédation ou de redistribu-

Sahr, Tchad



Fouta, Guinée



Références

Cette page reprend, en la contractant, la matière de deux articles de l'auteur, récemment parus dans L'Environnement, numéro des 150 ans, déc.1995 («La campagne mégapolitaine») et dans Villes en parallèle, n°22, 1995 («La petite ville face au procès de mégapolitisation»).

tion qui n'a d'autre détermination que locale. Différentiel de revenu, déracinement culturel de la ville ? Ou force des environnements de proximité qui maintiennent coûte que coûte les cités avortées de l'Afrique dans l'identité de leur arrière-pays, avec l'étiquette de "centres semi-urbains" puis de "villes-marchés" ? Ici les paysanneries sont capturées par le marché des villes (urbanisation des campagnes) ; ailleurs les activités urbaines sont détournées par les migrants ruraux (secteur informel). Mais au-delà des commodités rhétoriques, on cherche à agir sur les rapports de force entre citadinité et ruralité. La fin des années 1980 focalise le débat de l'échange agricole sur des positions plus tendues entre la thèse de la vitalité et celle de la médiocrité. Des centres commerciaux pourtant anciens en Afrique de l'Ouest manquent de bases productives. La désintégration économique des villes promues par les indépendances, des échanges médiocres au regard du modèle asiatique des fortes densités, renouent avec un réel pessimisme. Certes l'exemple bamiléké a bien réfuté les présupposés européens de la rupture entre villes et campagnes. La perspective d'une croissance alternative et de performances endogènes séduit l'expertise internationale ; les bailleurs de fonds valorisent la sécurité alimentaire. Mais les limites des systèmes de production et du commerce sont apparues flagrantes dans certaines parties du continent. L'analyse des filières vivrières souligne ainsi les ruptures de cycles marchands qu'une vue simpliste des "interdépendances" villes-campagnes avait pu occulter. A trop mettre l'accent sur les interactions de la croissance, sur les complémentarités du développement et sur le continuum humain, c'est en effet la question de la dépendance, consubstantielle du marché, qu'on oublie à bon compte : certains milieux agricoles ou pastoraux sont structurellement dominés par les

commerçants ou les notables des villes ; à l'inverse, bien des centres miniers payent cher à l'extérieur leur ravitaillement alimentaire faute de l'avoir stimulé à bas coût dans les campagnes voisines.

Les travaux sur les relations villes-campagnes ont souvent mis entre parenthèses les rapports sociaux nés du pouvoir de petites villes-centres sur leur périphéries rurales. L'inégalité des termes de l'échange a été plus lisible au sein de "réseaux de villes", entre de véritables macrocéphalies et des relais urbains anémiés. La crise rurale-urbaine reste pourtant patente : au Cameroun par exemple, l'accroissement des pressions familiales en matière de crédit, de scolarisation et d'alimentation, ébranle une conception statique, souvent édulcorée, des solidarités et des transferts régionaux. Des environnements sont même dévitalisés par la suprématie urbaine locale. A l'inverse, de fortes proportions d'actifs agricoles bloquent la dynamique de bien des petites villes.

L'arrière-pays de la ville n'est donc en aucun cas un terme à édulcorer, encore moins à barder de vertus intégratrices *a priori*. Les études à venir devraient mieux situer, région par région, les atouts et les perspectives plus sombres : ville "pompe", aspirant les forces vives ou les maigres potentiels du monde rural ? Ou bien ville innervante, riches de migrants et de marchés encore disponibles, promotrice d'une croissance autocentrée grâce à l'essor des activités informelles. Si les économies de la forêt continuent de mieux s'en tirer que celles du Sahel, le secteur vivrier retrouve-t-il ses lettres d'authenticité sur la plantation ? Structures et conjonctures de l'échange arbitreront encore longtemps le débat des villes secondaires et de leurs campagnes. ■

Bertrand (Monique).- *Bibliographie analytique des villes secondaires d'Afrique Noire*.- Bordeaux: CEAN, 1996.

Transformations de l'espace à Sumatra

Marc Pain, professeur à l'Université Paris X,
Propos recueillis par Michel Gérard

M.G. : Vous avez travaillé sur la transmigration de Java et Bali vers le sud de Sumatra entre 1985 et 1991. De quoi s'agissait-il ?

M.P. : L'Indonésie a engagé en 1905 et continué après l'indépendance, sous le nom de "Transmigrasi", le programme de colonisation agricole le plus important jamais entrepris dans le monde tropical. Entre 1969 et 1994, 1.650.000 familles volontaires (5.500.000 personnes), ont été installées par l'Etat, dans les îles de Sumatra, Bornéo ou Sulawesi qui offraient des terres libres pour l'agriculture alors que Java et Bali en manquaient dramatiquement.

Dans le sillage de ce mouvement, des migrations spontanées d'une rare ampleur se sont développées. Elles ont touché en premier lieu les provinces proches de Java qui accueillait l'essentiel des transmigrants officiels. Ainsi le sud de Sumatra, peuplé de 2,2 millions d'habitants en 1930, en rassemble aujourd'hui près de 20 millions.

M.G. : Quel jugement portez-vous sur ces mouvements ?

M.P. : Je suis plutôt optimiste et... réaliste. D'abord si les migrations ont continué jusqu'à présent, c'est qu'il y a derrière elles un moteur fort. Plus évident au Sud de Sumatra qu'ailleurs, il tient au déséquilibre démographique entre Java et Sumatra dont le rapport des densités reste de 1 à 10 malgré la vigueur des flux migratoires.

Ensuite, les nouvelles implantations, bien qu'elles bouleversent le paysage et l'économie, s'avèrent comme un facteur à part entière du développement et doivent être reconnues

comme tel. Enfin les migrations favorisent l'intégration nationale d'un archipel étiré sur plus de 5.000 km.

Reste une vraie question : comment maîtriser les espaces ruraux et urbains afin de maximiser les retombées des efforts de l'Etat, des migrants et des industriels intéressés par ce dynamisme ?

MG : Quels espaces ont été investis par la transmigration ?

M.P. : Alors que les systèmes autochtones se développaient en bandes étroites le long des vallées et des côtes non marécageuses ou dans des bassins montagnards, la colonisation agricole a occupé des plaines par larges blocs, apportant d'un coup, dans des espaces vides, infrastructures et fortes densités humaines.

La diversification des productions ou les changements de localisation des projets, mise en valeur des marais après celle des interfluvies de terre ferme par exemple, n'ont pas modifié le style de la colonisation d'Etat. Les programmes correspondent toujours à une occupation massive. Ainsi des immenses projets dans le delta de la Musi, en cours de réalisation.

M.G. : Comment l'arrivée des migrants est-elle organisée ?

M.P. : Les "transmigrants" sont accueillis dans les programmes étatiques. Les spontanés, non attendus, doivent trouver, grâce aux informations familiales, des terroirs encore non occupés. Les centres de transmigration constituent un puissant facteur d'appel.

M.G. : Quels effets produisent ce mélange de volonté d'Etat et de peuplements spontanés ?

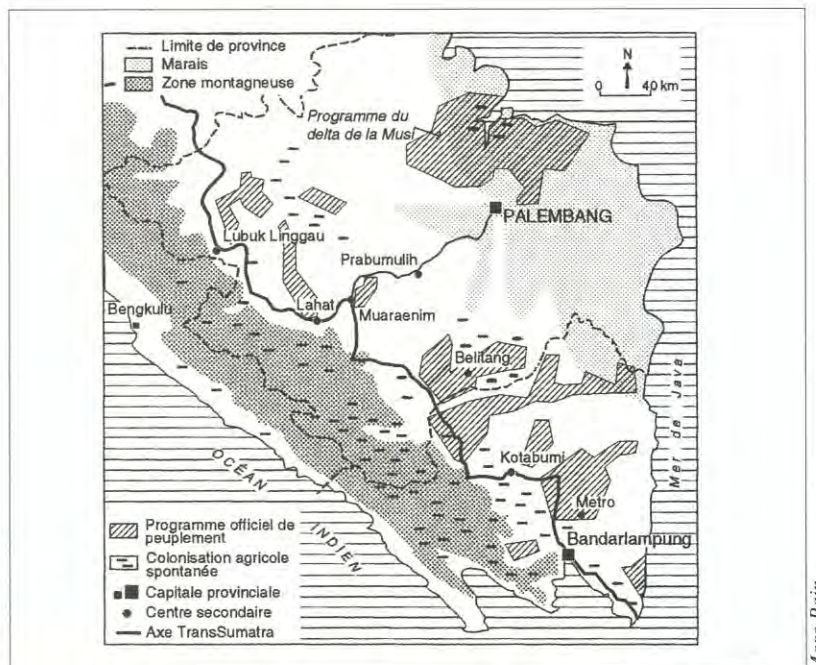
M.P. : On devine déjà beaucoup de ces effets sur les images SPOT. En complétant ces dernières par d'importantes enquêtes-terrain, je me suis efforcé de vérifier et de traduire les observations dans des cartes destinées aux décideurs.

Premier fait majeur et lisible : la volonté de l'Etat. Pour autant cette volonté n'est pas toujours créatrice d'un développement immédiat.

Schématiquement, on distingue des espaces centraux, des périphéries mal intégrées, enfin des fronts pionniers de colonisation agricole à risques...

On trouve transmigrants et migrants spontanés dans tous ces espaces.

Lampung (Sud Sumatra) : peuplement et occupation de l'espace : migrations organisées et peuplement spontané



Marc Pain

M.G. : Vos espaces centraux, c'est quoi ?

M.P. : Ces espaces - lieux de commerce et d'artisanat agricole, plantations industrielles, centres de transmigration, terroirs de colonisation spontanée dans les interstices laissés libres, petites villes bien situées - sont devenus centraux par le jeu complémentaire des acteurs du développement. Les échanges et les flux entre l'Etat, les investisseurs agro-industriels et forestiers, les familles de migrants... sont facilités par un réseau routier (dont la route Trans-Sumatra est l'épine dorsale) et des équipements (bus, électricité).

La polarisation de ces espaces par les villes traduit ce dynamisme : la production agricole n'est plus qu'une activité parmi de multiples autres rendues possibles.

M.G. : Ya-t-il de grandes villes ?

M.P. : Oui, en limite de ces espaces : Bandar Lampung et Palembang sont déjà millionnaires. Mais j'accorde plus d'importance et d'utilité aux villes secondaires, ossature de la région, qui forment des relais entre les terroirs agricoles et les deux grandes villes. L'Etat indonésien a bien agi en confirmant leur rôle par un statut administratif de type préfecture.

M.G. : Et les périphéries ? de quoi s'agit-il ?

M.P. : Ce sont des implantations au coeur des forêts, ou accrochées à des peuplements anciens mais toujours mal raccordées aux espaces centraux, et donc éloignées des services urbains. Les villages récents de la transmigration locale au nord du Lampung, les villages de "spontans" ou les centres de transmigration de Pematang Panggang, à l'est de Belitang, ou encore ceux des zones nouvellement exploitées des marais, en sont de bons exemples.

Quand il a eu la responsabilité des choix initiaux, l'Etat est souvent resté dans une perspective trop strictement productiviste. Investir plus dans les infrastructures de transport et les équipements de proximité constituerait le premier pas vers le désenclavement de ces périphéries.

M.G. : Venons-en à votre troisième type d'espace : les fronts pionniers à "risques".

M.P. : On les trouve d'une part dans les vastes marais de la côte Est, où ils sont le fait de la transmigration officielle, des forestiers et des agro-industriels, et d'autre part dans les montagnes où ils sont le fait des colons spontanés. Ce qui les caractérise, ce sont des risques mal évalués.

Que l'Etat veuille intégrer à l'économie nationale les régions

encore disponibles d'un littoral immense et sous-utilisé paraît légitime. Mais mettre à bas sur des centaines de milliers d'hectares, les dernières forêts marécageuses et les réserves naturelles qu'elles constituaient, aura des effets inconnus actuellement. Des études d'impact approfondies seraient urgentes. Quant au milieu montagnard, c'est un sous-ensemble en évolution rapide où les risques ne peuvent pas être sous-estimés, qu'il s'agisse des dégradations portées à l'environnement ou des conflits entre l'Etat et les colons.

Deux logiques s'affrontent. L'une, celle de l'Etat, maintient des positions strictes sur la sauvegarde des forêts et des bassins versants, même là où l'on constate que tout le paysage est déjà humanisé. L'autre est celle des colons qui s'investissent totalement dans l'édification rapide d'un capital fondé sur les cultures de rente, parfois au prix de façons culturelles expéditives. Autant d'arguments, d'un côté comme de l'autre, justifient ces démarches. Ne pourrait-on, au cas par cas, chercher à intégrer dans l'ensemble régional, plutôt qu'à soustraire de celui-ci, une montagne douée de remarquables potentialités agricoles ? Comme pour les bidonvilles

urbains ; la légalisation des situations permettrait d'éviter l'anarchie.

M.G. : Quelle serait votre conclusion ?

M.P. Ces migrations extraordinaires, témoignent de la réelle volonté de développement des familles javanaises et balinaises concernées. L'intégration avec les autochtones est bonne. Mais l'exemple des périphéries et des secteurs à risques le montre, des approches trop sectorielles, ici agricoles, là environnementales, conduisent l'Etat, voire les groupes industriels, à des erreurs. Une planification territoriale souple et réaliste, tenant compte de l'histoire, des mouvements de fond et de tous les facteurs de la vie économique et sociale, ne refusant et ne mésestimant pas la part des spontanés dans le développement, est à mes yeux, indispensable. ■

Pour en savoir plus :
1989, Pain Marc, Benoît D, Levang P, Sevin O. Editeur scientifique : M. Pain. - *Transmigration et migrations spontanées - Propinsi Lampung-Sumatera, Indonesia*.
1993, Charras Muriel et Pain Marc (Ed.s.) - *Migrations spontanées en Indonésie. La colonisation agricole au Sud de Sumatra*. - ORSTOM-CNRS, Departemen Transmigrasi, Paris/Jakarta.



Coquery-Vidrovitch (Catherine) ; Almeida-Topor (Hélène d') ; Sénéchal (J.) Eds.- **Echanges villes-campagnes en Afrique noire : mobilité des hommes, circulation des biens et diffusion des modèles.**- Paris : L'Harmattan, 1996 (à paraître).

Igue (John .)- **Le territoire et l'Etat en Afrique.** Les dimensions spatiales du développement.- Paris : Karthala, 1995.

Etude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest menée par la cellule Cinergie de la Banque africaine de développement et le Secrétariat du Club du Sahel de l'OCDE avec l'appui du CILSS sous la coordination scientifique de J.M. Cour : notamment : **Echanges et espaces en Afrique de l'ouest.** Analyse rétrospective par J.O. Igue et S.G. Bio, 1992 ; **Les villes sénégalaises, population, espace et développement** par M.C. Diop et A. Diop, 1993 ; **Population space and development in Nigeria** par J. Hibrabim, 1994.

Développements urbains locaux : petites et moyennes villes d'Afrique noire. Journées scientifiques de Caen, 12-13 novembre 1993. Synthèse des débats réalisée par Monique Bertrand avec la coll. de F. Gosselin et C. Henry.- Caen : Cera ; Nanterre : Cegan, 1993

Commission économique pour l'Afrique.- **Renforcement des villes intermédiaires et création de pôles de croissance dans les pays africains.**- Addis Abeba : CEA, 1992 (E/ECA/HUS/62)

Baker (Jonathan) ; Pedersen (Poul-Ove). Eds.- **The rural-urban interface in Africa.** Expansion and adaptation.- Uppsala : Scandinavian Institute of African Studies, 1992 (Seminar proceedings, 27)

Stren (Richard).- **Une problématique urbaine : le défi de l'urbanisation pour l'aide au développement.**- Toronto : Centre for urban and community studies, 1992.

Mécanismes Villes-Campagnes en Afrique subsaharienne

par Jean-Marie Cour, Club du Sahel

Dans les pays en voie de peuplement d'Afrique sub-saharienne, les mécanismes à l'oeuvre entre villes et campagnes doivent être abordés sous trois aspects : démographique, économique, financier.

Aspects démographiques

La transition démographique se traduit en quatre générations par un décuplement de la population totale et par une profonde redistribution de celle-ci. La croissance de l'urbanisation (part de la population agglomérée dans la population totale) en constitue la manifestation frappante. Sur la période 1930-2030, le milieu urbain aura absorbé 70 % de la croissance démographique. La population des villes aura été multipliée par cent, et celle du milieu rural par quatre. Les villes de toutes tailles, dont le nombre a triplé entre 1960 et 1990, sont de plus en plus proches du monde rural, d'autant que la population et les activités rurales tendent à se concentrer dans les zones péri-urbaines, les plus proches du marché et des services urbains. Même si les migrations affectent surtout les classes d'âge actives, l'idée selon laquelle l'urbanisation entraîne la désertification rurale est donc largement erronée.

L'urbanisation est en fait la source d'une mobilité plus forte que ne l'indiquent les soldes migratoires nets du milieu rural vers les villes, car ces soldes sont la résultante de flux bruts au moins trois fois plus élevés. Cette mobilité réduit considérablement les risques de surpeuplement des zones les moins

favorables au développement. Les flux migratoires nets entre le milieu rural et le milieu urbain peuvent d'ailleurs s'inverser en cas de crise durable. Le milieu rural contribue alors à amortir les chocs, en servant de refuge aux populations exclues du monde urbain.

Aspects économiques

Première forme de la division du travail, l'urbanisation est nécessaire (mais évidemment non suffisante) à l'ouverture du monde rural à l'économie de marché, à la modernisation agricole, à la croissance des revenus et des dépenses des ruraux, et à la lutte contre le sous-développement rural. Pour chaque agriculteur les perspectives de croissance du marché régional des produits alimentaires et des combustibles sont quasiment illimitées : son surplus ou « productivité agricole marchande », augmente à peu près comme le rapport de la population non agricole à la population agricole. En un siècle, ce surplus aura augmenté de plusieurs dizaines de fois ! On ne peut espérer rien de tel pour l'agriculture d'exportation, qui représente aujourd'hui moins de 10% de la valeur totale de la production primaire. Les perspectives de croissance des revenus réels (par paysan) liées à l'urbanisation sont beaucoup plus importan-

tes que celles qui résulteraient d'une revalorisation des « termes de l'échange » ou du développement des activités rurales non agricoles.

Ce surplus agricole vendu au marché régional donne aux agriculteurs les moyens de se procurer des outils et des intrants d'origine extra-agricole, indispensables à l'accroissement des rendements. Parallèlement, les ruraux peuvent accéder à la consommation de biens et services payants (tels que la formation, l'information...) C'est même une motivation essentielle de la croissance de leur productivité marchande. Enfin, assurés de se procurer sur le marché ce qu'ils ne produisent plus eux-mêmes, les ruraux peuvent se spécialiser dans certaines productions, et en particulier dans celle de produits nouveaux demandés par les villes.

L'urbanisation crée en effet des besoins alimentaires nouveaux. La plupart des produits alimentaires de base consommés aujourd'hui en Afrique, comme le blé, le maïs, le manioc, la banane, l'arachide, ... sont d'origine importée. La demande croissante de ces produits crée les conditions d'apparition d'une offre locale, si le produit peut être acclimaté dans la région, ou de produits de substitution. Si ces nouveaux produits n'avaient pas été introduits par les commerçants urbains, l'Afrique ne pourrait pas nourrir le quart de sa population actuelle. Pour que la mécanique de l'approvisionnement alimentaire des villes par le milieu rural fonctionne, il faut que des relations d'échange à double sens puissent s'établir entre consommateurs et producteurs, via les intermédiaires, et que les deux parties, à la fois consommateurs et producteurs, y voient un avantage. La qualité et la disponibilité effective des biens et services offerts par les villes à la consommation des ruraux jouent donc aussi un rôle essentiel. Si ce que les agriculteurs vendent au milieu urbain est facile à identifier, les biens et services offerts par les villes en



Villes en développement

Faranati - Kindia, Guinée

contrepartie de leurs achats agricoles sont plus difficiles à saisir: biens matériels d'origine urbaine ou importée, services, informations, investissements en ville, emplois familiaux, nouveaux rapports sociaux, etc. En termes monétaires, les villes africaines ont un commerce déséquilibré avec le milieu rural. Ainsi, au Ghana les villes «importent» du milieu rural l'équivalent de 15 % du PIB mais «n'exportent» que 11 % du PIB. Si l'offre effective de biens et services par les villes au monde rural apparaît souvent déficiente, on se souviendra que, au début du processus d'urbanisation, la faiblesse de la demande rurale limite souvent l'offre urbaine.

La confrontation entre demande alimentaire urbaine et offre agricole, et entre demande rurale et offre urbaine, s'effectue dans un espace structuré par les réseaux de villes et les réseaux de transports et communications, avec des coûts de transaction et dans des conditions de compétition interne et externe très dépendantes de la localisation. Dans cette confrontation, le rôle des intermédiaires urbains (transporteurs, commerçants, banquiers) est de susciter chez les ruraux, souvent conservateurs, les besoins nouveaux qui alimenteront les échanges. Ces intermédiaires font aussi circuler l'information nécessaire à l'innovation, comme les

abeilles qui, en extrayant des fleurs le nectar nécessaire à la survie de la ruche, fertilisent les plantes. D'où l'image des «ruches» (Régions Urbano-Centrées à Haute intensité d'Echanges et de Services) utilisée dans l'étude WALTPS pour rappeler que les villes et leur hinterland fonctionnent en symbiose et qu'il est donc artificiel de les opposer ou de les considérer isolément. C'est dans ces «ruches» que l'on trouve tout à la fois les plus fortes densités de population agricole, les rendements les plus élevés, les plus fortes productivités agricoles marchandes, les dépenses et revenus ruraux les plus élevés et les changements technologiques les plus rapides. Dans les zones enclavées, où le ratio population non agricole/population agricole est faible et varie peu, on constate au contraire, logiquement, une forte résistance du paysannat aux technologies nouvelles. On ne peut surmonter celle-ci qu'en reconstituant artificiellement les incitations urbaines naturelles, par un d'encadrement et une vulgarisation intenses et donc coûteux et insoutenables.

Aspects financiers

L'agriculture, activité initialement dominante, contribue, via les termes de l'échange entre secteurs, les impôts et taxes et d'autres formes de prélèvement, au développement des secteurs non agricoles et des villes. Ces

prélèvements sont souvent dénoncés comme l'une des causes d'une urbanisation excessive et du marasme du monde rural. En fait, toute tentative de freinage de l'urbanisation par la suppression du prétendu «biais urbain», freinerait la croissance du marché sur lequel repose le développement rural. En Afrique comme ailleurs, la tendance naturelle, contre laquelle il est difficile de lutter, est à la baisse progressive des prix des produits agricoles par rapport aux prix des biens manufacturés et des services. Une baisse lente et continue des prix agricoles relatifs, de l'ordre de 1 % par an en longue période, contribue en fait à accroître la compétitivité de l'agriculture africaine par rapport au marché mondial des produits agro-alimentaires, tout en permettant une croissance du pouvoir d'achat moyen par agriculteur de l'ordre de 3 % par an. Ceci serait impossible si les prix agricoles relatifs et le niveau d'urbanisation restaient constants.

De plus le prélèvement opéré par les villes sur l'agriculture n'est ni définitif, ni irréversible. Dans le processus de développement en effet, les activités urbaines numériquement dominantes à une époque donnée sont, à leur tour, soumises à diverses formes de prélèvements permettant l'émergence de nouvelles activités qui sont la source de nouveaux débouchés pour la main-d'oeuvre et créent de nouveaux besoins et de nouveaux marchés, etc. A très long terme, lorsque le processus d'urbanisation sera très avancé, le sens de ces transferts nets entre le secteur agricole et le reste de l'économie pourra être inversé. Comme aujourd'hui dans les pays développés, l'économie urbaine subventionnera alors l'économie rurale de manière à maintenir une occupation raisonnable de l'espace rural..., mais ceci est une autre histoire, comme aurait dit Kipling. ■

Publications



Mobilité et transports urbains non motorisés au Mali. Séminaire international sur les transports en Afrique subsaharienne.- Arcueil : INRETS, 1995.- 170 p.

Cette recherche avait pour objectif l'identification des obstacles, et les moyens de les surmonter, à l'utilisation des transports non motorisés dans les villes africaines. Elle repose sur le diagnostic que l'accès aux transports collectifs échappera à une partie non négligeable de la population, en raison à la fois du déficit d'offre et du coût des transports motorisés.

Prix : 150 FF

→ Contact : INRETS, 2 avenue du Général Malleret-Joinville, 94114 Arcueil Cedex, France

Développement local urbain en Afrique. Histoires de projets. - Paris : Editions du GRET/Min. de la Coopération, 1996.- 79p. (Coll. Etudes et travaux)

Six projets de développement urbain, menés au Bénin, au Cameroun et en Haïti, forment le corps de cet ouvrage. Les expériences décrites apportent un éclairage pragmatique sur quelques questions transversales : l'échelle d'intervention, les relations avec les partenaires, l'approche sectorielle ou territoriale, l'articulation de l'urgence et du développement, l'évolution des compétences.

Prix : 70 FF

→ Contact : GRET, 213 rue La Fayette, 75010 Paris, France

Réseaux d'information et réseau urbain au Brésil par Leila Christina Dias.- Paris : L'Harmattan, 1995.- 172 p. (Coll. Géographies en liberté) L'organisation urbaine du Brésil présente, au cours des dernières années, une nouvelle dynamique liée aux processus de modernisation et aux nouvelles stratégies techniques, économiques, financières et industrielles, par lesquels passe le pays.

Prix : 120 FF

→ Contact : L'Harmattan, 5-7 rue de l'Ecole Polytechnique, 75005 Paris, France

Jeunes ville emploi (JVE)

Le séminaire JVE s'est tenu avec succès, si l'on se base sur la qualité des échanges qui s'y sont déroulés et sur les nombreux pays représentés : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal et Tchad.

Les 140 participants se sont accordés sur l'importance du travail mené dans le cadre du programme, selon une approche transversale de la jeunesse, impliquant des partenaires très diversifiés, où la société civile trouve une grande place.

Les discussions ont abouti à la reconduction d'une deuxième phase du programme centrée sur le Sud, et à celle d'une cellule de coordination en France. Un travail en réseau, associant les différents comités JVE existants ou en cours a été très fortement demandé.

Les Missions de coopération présentes (Bénin, Mali, Sénégal) et la Mission de coopération du Burkina Faso, qui invitait, ont proposé la mise en oeuvre de projets ou programmes JVE dans les pays, en liaison avec la cellule JVE en France.

Le ministère de la Coopération a insisté sur le rôle de capitalisation et de réseau que devrait avoir cette cellule, en parallèle avec sa mission d'examen de projets concernant la jeunesse urbaine.

Ces projets seront financés par les guichets habituels du ministère de la Coopération et par les Missions de coopération.

Les Actes du séminaire seront diffusés en juin.

L'Institut International d'Administration Publique (IIAP)

L'IIAP organise en liaison avec l'Ecole Nationale d'Administration de Tunis, sur financement des ministères des Affaires étrangères et de la Coopération, un colloque à Tunis, du 19 au 21 juin 1996 sur le thème "décentralisation et modernisation de l'administration". Une soixantaine de participants, représentants d'administrations centrales, de collectivités locales et des milieux de la recherche, sont attendus, venant d'Afrique subsaharienne, du Maghreb ou d'Europe.

Nouvelles de la coopération

N-AERUS

Des chercheurs européens, réunis en mars dernier à Bruxelles, ont décidé de s'organiser en réseau, jusqu'à la création d'une association, envisagée avant la fin de 1996 et ayant pour objectif de réunir, mobiliser et développer les capacités institutionnelles et individuelles européennes de recherche et de formation en matière urbaine pour le Sud. Le bureau provisoire du Réseau-Association européenne de recherches urbaines pour le Sud (N-AERUS) est composé de Michaël Mattingly (Londres), Marcello Balbo (Venise), Emile Le Bris (Paris), Marc Gossé (Bruxelles).

→ Contact : ISACF-La Cambre, 19 place Eugène Flagey, 1050 Bruxelles, Belgique, tél/fax : 32/2/648.65.49

Villes d'Afrique

Un groupe de jeunes professionnels africains, lance une nouvelle revue, *Villes d'Afrique*. Le numéro 0 vient de paraître. Le souci de cette revue est de penser la ville africaine, de parler de la ville au pluriel, de dévoiler ses multiples facettes, de susciter de nouvelles vocations. L'abonnement à cette revue trimestrielle est de 50 FF.

→ Contact : Monsieur LY Hassimiyou, 5 avenue Rose de Launay, 92330 Sceaux, France

L'Ecole africaine des métiers de l'architecture et d'urbanisme de Lomé (EAMAU)

L'EAMAU a organisé le 11 avril 1996 son deuxième conseil scientifique et pédagogique en vue de préparer le prochain Conseil d'Administration. Il en est surtout ressorti la nécessité de poursuivre le processus de réformes, afin de mieux répondre aux besoins des acteurs de la ville, notamment des collectivités locales.

Association des Professionnels Développement urbain et coopération (ADP)

La Journée d'étude annuelle est programmée pour le 6 septembre 1996 et sera consacrée aux **grands projets et leur pertinence dans un monde en développement**. Une participation de 100 FF sera demandée; elle donnera lieu à la remise d'un document préparatoire et des Actes.

→ Contact : ISTEDE «Villes en développement», fax : (33.1) 40 81 15 99

Le Programme de Développement Municipal, Module Afrique de l'Ouest et du Centre (PDM)

Le PDM a tenu à Cotonou les 9 et 10 avril 1996 son comité d'orientation 1996, en présence de représentants de collectivités locales africaines et des principaux bailleurs de fonds concernés (ministère de la Coopération, Canada, Commission européenne, Banque mondiale). Un programme d'activités a été arrêté, qui s'articule autour de quatre axes prioritaires :

1. La mise en place d'observatoire de la décentralisation et des finances locales;
2. La création, en liaison avec les écoles de la région, de cycles de formation (techniques, administratifs et financiers) spécifiques pour les collectivités locales ;
3. L'appui aux associations de maires;
4. La capitalisation et la diffusion de l'information municipale en Afrique de l'Ouest et du Centre.

E-mail

Vous pouvez désormais joindre le centre de documentation et d'information Villes en développement pour lui faire part de vos demandes d'information ou lui transmettre des fichiers à l'adresse électronique suivante : isted@ved.min-equip.fr

ISTED

Institut des Sciences et des Techniques de l'Équipement et de l'Environnement pour le Développement

Financé par les ministères



Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme



Ministère délégué à la Coopération

Directeur de publication : Jean Baudoin, président de l'ISTED

Rédacteur en chef : Michel Gérard, de l'Association de Professionnels Développement urbain et Coopération (ADP)

Comité de rédaction : Xavier Crépin, Emile Le Bris, François Noisette, Claude Pralraud, Françoise Reynaud, Fabrice Richy, Bernard Rond,

Marie-Claude Tabar-Nouval, Jean-Louis Venard

Secrétaire de rédaction et PAO : Christiane Graechen-Rebel

Impression : Le Clavier
ISSN 1151 - 1672

Abonnement : 120 F
4 n° par an
ISTED

Centre de documentation et d'information "Villes en développement" Arche de la Défense, 92055 Paris-la-Défense Cédex France

Tél. (33.1) 40 81 15 74
Fax. (33.1) 40 81 15 99